



Etablissement public
du Marais poitevin

Avenant à la convention EPMP – Chambres d'agriculture

relative à la délégation de certaines fonctions OUGC.

confidentiel

Conseil d'administration du 15 octobre 2013



Avenant à la convention EPMP – Chambres d'agriculture (OUGC)

La convention du 30 octobre 2012 relative à la délégation de certaines missions d'organisme unique confiées à l'EPMP, aux Chambres d'agriculture (17, 79, 85) a fait l'objet d'une délibération adoptée à l'unanimité au Conseil d'administration de l'EPMP du 23 octobre 2012.

Il s'avère que cette convention de délégation reste insuffisamment précise quant aux rôles des différents acteurs (EPMP, chambre d'agriculture et syndicats mixtes principalement) sur les secteurs en gestion collective mutualisée qui font l'objet d'infrastructures de réserves de substitution.

S'agissant d'une question particulièrement tendue dans le département de la Vendée, à la demande de la préfète coordinatrice du Marais poitevin, plusieurs réunions ont eu lieu sous l'égide du préfet de Vendée pour qu'un mode de fonctionnement partagé par les différentes parties concernées puisse être adopté.

Un accord a été adopté en juillet dernier. Il porte sur

- une modification de la convention du 30 octobre 2012 entre l'EPMP et les 3 Chambres d'agriculture,
- et sur la mise en place de conventions tripartites (avec les maîtres d'ouvrages des réserves de substitution), sur les bassins mutualisés.

Modification de la convention du 30 octobre

La convention relative à la délégation de certaines missions d'organisme unique confiées à l'EPMP, aux chambres d'agriculture (17, 79, 85) du 30 octobre 2012, est modifiée comme suit dans son article 6 :

La version initiale :

« Dès sa préfiguration, l'EPMP a fait le choix de déléguer les missions de répartition et de gestion collective exclusivement auprès des 3 Chambres d'agriculture de la Charente-Maritime, des Deux Sèvres et de la Vendée (les deux communes de la Vienne sont représentées par la CA 79). »

est remplacée par :

« Dès sa préfiguration, l'EPMP a fait le choix de déléguer les missions de répartition et de gestion collective auprès des 3 Chambres d'agriculture de la Charente-Maritime, des Deux Sèvres et de la Vendée (les deux communes de la Vienne sont représentées par la CA 79).

Pour les secteurs en gestion collective mutualisée, la répartition des rôles entre les différents intervenants sera précisée, par bassin ou sous-bassin, dans le cadre d'une convention tripartite entre l'organisme unique, l'organisme unique délégué et le porteur de cette gestion collective mutualisée. »

Le reste de la convention est sans changement.

Les conventions tripartites

Les conventions complémentaires tripartites seront établies entre l'EPMP, le porteur de la gestion collective mutualisée et la Chambre d'agriculture, sur les bassins concernés par des infrastructures de réserves de substitution.

Ces conventions tripartites seront établies sur les bases suivantes :

- Sur la base du plan de répartition déterminé, conformément à la convention du 30 octobre 2012, les contrats aux irrigants sont établis par la structure porteuse de la gestion collective mutualisée ;
- Le suivi de la consommation par relevé des index des compteurs alimentera une base de données partagée qui sera mise en place par l'EPMP ;
- Un comité local de gestion est réuni à l'initiative de l'OUGC et les sujets sont préparés par l'OUGC délégué et la structure porteuse de la gestion collective ;

Point soumis à la délibération du conseil d'administration

Il est demandé au conseil d'administration de donner mandat au directeur de l'EPMP pour signer la modification de convention relative à la délégation de certaines missions d'organisme unique confiées à l'EPMP, aux chambres d'agriculture (17, 79,85) du 30 octobre 2012.
